

# CARNETS DE BORD

par Béatrice HOUCARD

## LA SOLITUDE DU PRÉSIDENT



**O**n pourrait, pour Emmanuel Macron, parodier la chanson de Gilbert Bécaud: «*Et maintenant, que va-t-il faire, du quinquennat qui est devant lui?*» Ou plus exactement de ce qu'il reste de son second quinquennat: presque trois ans. Et c'est long, trois ans, dans une période de cohabitation qui, quel que soit le scénario du 7 juillet, semble irréversible, tant l'hypothèse d'une victoire de Renaissance aux élections législatives est devenue impossible après un premier tour dominé par le Rassemblement national.

Le président de la République va donc se retrouver, le 7 juillet au soir, face à l'une de ces deux situations: soit le Rassemblement national dispose de la majorité absolue dans la nouvelle Assemblée nationale. Soit personne n'a la majorité absolue. Le premier scénario a le mérite, si l'on peut dire, d'être le plus simple sur le plan institutionnel: terriblement affaibli, Emmanuel Macron n'aura pas le choix et nommera au poste de Premier ministre Jordan Bardella, président du parti vainqueur.

En 1986, inaugurant la première des trois cohabitations, François Mitterrand avait tenté de finasser, adressant des signaux à Valéry Giscard d'Estaing, son vieux rival; et surtout à Jacques Chaban-Delmas, son vieux complice, pour les nommer à Matignon. Mais Jacques Chirac, leader du RPR victorieux, avait tapé du poing sur la table: le Premier ministre, ce serait lui. Même chose en 1993 où Jacques Chirac, qui ne voulait pas redevenir Premier ministre, avait poussé Edouard Balladur vers Matignon en n'imaginant pas qu'il en faisait ainsi un rival. En 1993, Lionel Jospin avait annoncé lui-même, dans la cour de l'Élysée, sa nomination par un Jacques Chirac contraint et forcé après la dissolution et la défaite.

Comment se passerait une quatrième cohabitation? Jordan Bardella Premier ministre, et ses troupes dirigées à l'Assemblée par Marine Le Pen, joueraient-ils le jeu d'une cohabitation douce en se coulant dans le moule institutionnel et en gérant a minima le pays sous prétexte de «l'héritage» (un vieux truc) et d'une situation économique dégradée? Ou bien seraient-ils tentés par une cohabitation dure pour provoquer Emmanuel Macron? Tout sera question de rapport de forces et de caractère. On est donc dans le domaine de l'inconnu.

### LE «SCÉNARIO BELGE»

Deuxième hypothèse: il n'y a pas de majorité à l'Assemblée nationale. Tout sera alors dans l'équilibre des forces et dans le talent du chef de l'État. Si le Rassemblement national a plus de 200 députés, il se lancera immédiatement dans une campagne demandant la démission d'Emmanuel Macron, pour clarifier la situation avec une nouvelle présidentielle. Mais attention: une présidentielle ne clarifierait les choses qu'à moitié puisque, même avec un autre président, l'Assemblée élue le 7 juillet sera là pour un an, aucune nouvelle dissolution n'étant possible pendant ce délai.

Tout dépendra du nombre de sièges du groupe dit «central», au sein duquel des élus de droite, des centristes et des socialistes pourraient, contraints par la réalité, tenter de travailler ensemble sur un programme minimum. Certains conseillers (mais comme on sait, il faut se méfier des conseillers à l'Élysée, quel que soit le président) suggèrent qu'Emmanuel Macron, dans ce cas de figure, garde Gabriel Attal à Matignon avec son gouvernement, laisser passer les Jeux olympiques, non sans avoir demandé à quelques leaders du groupe dit «raisonnable» (ils citent par exemple Michel Barnier à droite et Bernard Cazeneuve à gauche) de trouver avant la fin de l'été un compromis, un nom de Premier ministre et un projet minimum à appliquer, notamment pour pouvoir voter le budget de l'État, à défaut de faire de grandes réformes. C'est ce qu'on appelle le «scénario belge», nos amis de Belgique ayant pris l'habitude de ces vraies-fausse vacances du pouvoir.

Il y a une grande différence: en Belgique, on n'élit pas un président de la République au suffrage universel. C'est bien pourquoi la logique du compromis, qui fonctionne notamment en Allemagne, a beaucoup de mal à s'imposer en France. Chez nous, à la fin, tout se joue avec l'élection du président. Et si, finalement, c'était ça le problème? Confronté à ces deux scénarios, loin de la «clarification» qu'il souhaitait provoquer, Emmanuel Macron va aussi découvrir que, contrairement à ce que dit une autre chanson de Gilbert Bécaud, «*la solitude, ça existe*». ■



## À LIRE AVANT DE VOTER

### Les naufrageurs (Comment ils ont tué la politique)

par Nathalie Schuck (Éditions Robert Laffont, 19 €)

À force de faire des tours de France en reportage pour *Le Parisien* puis *Le Point*, Nathalie Schuck a décidé de passer au scanner les dérives de la V<sup>e</sup> République : présidentialisation à outrance et défauts du quinquennat ; promesses non tenues ; effets délétères du non-cumul des mandats ; dictature de la transparence ; mythe de l'homme providentiel ; marges de manœuvre de plus en plus limitées ; vocabulaire devenu souvent incompréhensible des responsables politiques ; mépris de Paris pour la province et des « élites » pour le peuple ; ravages de la bureaucratie et des normes...

Tous ses interlocuteurs, en « on » ou en « off », lui ont confié avec lucidité le diagnostic du mal, sans réussir à délivrer la bonne ordonnance pour le combattre. Le dernier chapitre de ce livre décapant, paru en avril 2024, s'intitule « *la marinisation des esprits* » : « *En vertu de quelle recette miracle un exécutif marinisé obtiendrait-il des résultats qu'aucun pouvoir avant lui n'est parvenu à arracher ?* » interrogeait Nathalie Schuck en pensant à 2027. La question se posera peut-être plus tôt.

### L'extrême droite, nouvelle génération, enquête au cœur de la jeunesse identitaire

par Marylou Magal et Nicolas Massol (Ed Denoël, 19 €)

On découvre dans ce livre des militants que l'on croiera bientôt dans les couloirs de l'Assemblée nationale et, peut-être, dans les cabinets ministériels. Il y a là des jeunes de LR, des amis d'Éric Zemmour et Marion Maréchal, des proches de Jordan Bardella. C'est la fameuse « union des droites », repoussée (jusqu'alors) par Marine Le Pen. Ils sont ambitieux, avides de revanche, moins souverainistes qu'identitaires. Les attentats islamistes et la lutte contre le mariage pour tous les ont rapprochés. On y croise aussi Jordan Bardella, pas toujours aussi lisse qu'il semble l'être à la télévision.

### Parlez-vous poloche ?

par Bruno Fuligni (Hémisphères Éditions, 24 €)

En matière de culture parlementaire, Bruno Fuligni est le

meilleur. Il sait tout. Il peut vous raconter la moindre séance de « la Chambre » sous la III<sup>e</sup> République. Avec ce « *petit dictionnaire d'argot politique de 1789 à nos jours* », il nous promène dans le monde d'hier et celui d'aujourd'hui, de « baron » à « dégommer », de « girouette » à « pétroleuse », de « bolcho » à « prolo », de « traversée du désert » à « zadiste », de « godillot » à « frère trois points », sans oublier « limoger », « circo » et « langue de bois ». Il a oublié « cohabitation ». Qu'importe : avec des croquis et des photos en prime, ce livre est un régal.

### Les moissons de la colère, Plongée dans l'Europe nationaliste

par Charles Sapin (Éditions du Cerf, 20 €)

Journaliste au *Point*, Charles Sapin s'est promené dans les pays européens tentés par l'extrême droite, même s'il se refuse à employer le mot. Il est allé en Hongrie, aux Pays-Bas, au Portugal, en Finlande, en Suède, en Autriche, en Allemagne, en Italie. Partout, il a retrouvé le sujet de l'immigration comme « *premier carburant nationaliste* » et croisé les obsédés du « grand remplacement ». Il décrit un paysage que l'on n'aurait pas imaginé il y a encore dix ans, notamment en Suède, longtemps fief de la social-démocratie.

Les résultats des élections européennes et la campagne législative en France font évidemment converger les regards vers l'Italie. Charles Sapin montre comment la cheffe du gouvernement, Giorgia Meloni, aussi conservatrice sur les mœurs que Marion Maréchal, a en revanche choisi le pragmatisme sur le plan économique, s'est finalement ralliée à l'Union européenne, a mis de l'eau dans son vin sur l'immigration, soutient l'OTAN et est anti-russe. « *Elle n'est pas ma sœur* », a dit d'elle Marine Le Pen.

C'est un ancien bras droit de Mario Draghi qui le dit : « Gouverner, c'est comme un brutal réveil qui vous tire du lit après un long sommeil. On ne peut plus faire fi de la réalité », ce que Charles Sapin traduit : « *Les vainqueurs dans les urnes sont contraints de trouver un compromis entre leur désir de réincarnation et les contraintes de la réalité* ». S'ils arrivent au pouvoir, on ne sait si Marine Le Pen et Jordan Bardella prendront le même virage. C'est une question-clé qui pourra se poser très vite. ■ Béatrice HOUCARD